



PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME



ARRETE n° 09- 1576

Relatif à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques
à proximité des milieux aquatiques

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.210-1 et suivants, et les articles L.216-6 et L.432-2 ;

VU le Code Rural et notamment les articles L.251-18, L.253-1 à 17 sur la mise sur le marché et le contrôle des produits antiparasitaires, ainsi que les articles L.254-1 à 10 et R.254-1 à 15 relatifs à la distribution et à l'application par des prestataires de services de produits antiparasitaires à usage agricole et assimilés ;

VU le Code de la Consommation et notamment les articles L.215-1 à 3 relatifs à la recherche et à la constatation des infractions ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1311-2 à 4 ;

VU l'arrêté inter-ministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural, et notamment son article 12 qui stipule que l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en pulvérisation ou en poudrage **au voisinage des points d'eau** (*cours d'eau, plans d'eau, fossés et points d'eau figurant en traits pleins ou discontinus sur les cartes au 1/25000 de l'IGN*) doit être réalisée **en respectant la Zone Non Traitée (ZNT)** figurant sur son étiquetage, ou, en l'absence de mention sur l'étiquetage, une Zone Non Traitée d'une largeur minimale de 5 mètres ;

CONSIDERANT la présence permanente de substances actives issues des produits phytopharmaceutiques détectées lors des analyses régulières de suivi de la qualité des eaux superficielles et souterraines de Poitou-Charentes effectuées par le réseau du Groupe Régional d'Action pour la réduction des Pesticides (GRAP), des agences de l'eau Loire-Bretagne et Adour-Garonne ;

CONSIDERANT que le traitement chimique à proximité immédiate des fossés, cours d'eau, canaux et points d'eau constitue une source directe de pollution qui représente un risque toxicologique exceptionnel à l'égard des milieux aquatiques concernés et d'altération de la qualité des eaux ;

CONSIDERANT qu'en Poitou-Charentes il est avéré que la nature des sols et la densité du réseau du réseau hydrographique rendent les ressources en eau, et notamment celles destinées à la production d'eau potable, particulièrement vulnérables aux pollutions par les produits phytopharmaceutiques ;

SUR PROPOSITION du délégué interservices de l'eau,

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : L'application des produits phytopharmaceutiques est interdite sur le réseau hydrographique, même à sec, qui n'apparaît pas sur les cartes IGN au 25 000^{ème}, qui comprend les fossés, les points d'eau ainsi que les puits et forages.

Article 2 : Toute application est interdite sur les ouvrages d'évacuation pluviale, notamment les avaloirs, caniveaux et bouches d'égout.

Article 3 : Dans le cadre de la lutte contre la propagation des organismes nuisibles, il peut être dérogé aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les conditions prévues à l'article 13 de l'arrêté interministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Article 4 : Un panneau d'information rappelant les restrictions d'utilisation de l'arrêté interministériel du 12 septembre 2006 (Zones Non Traitées) et les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, de la taille minimale d'une feuille A4, et sur le modèle figurant à l'annexe 1, doit être affiché de façon visible pour le public dans chaque lieu de distribution ou centre d'application de produits.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Charente-Maritime.

Article 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies selon les peines prévues par l'article L253-17 du code rural.

Si l'impact de l'infraction provoque des effets nuisibles sur la santé et ou des dommages à la faune et à la flore, les peines encourues sont prévues par les articles L216-6 et L432-2 du code de l'environnement.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Poitou-Charentes, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les Maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairie.

A La Rochelle, le 21 AVR. 2009


Le Préfet
Henri MASSE